



# Assemblée générale

Distr. limitée  
20 octobre 2014  
Français  
Original : anglais

Soixante-neuvième session

Première Commission

Point 96 l) de l'ordre du jour

**Désarmement général et complet :  
sécurité internationale et statut d'État  
exempt d'armes nucléaires de la Mongolie**

**Australie, Chine, États-Unis d'Amérique, France, Irlande, Kazakhstan,  
Kirghizistan, Maroc, Mexique, Mongolie et Royaume-Uni  
de Grande-Bretagne d'Irlande du Nord : projet de résolution**

**Sécurité internationale et statut d'État exempt d'armes  
nucléaires de la Mongolie**

*L'Assemblée générale,*

*Rappelant* ses résolutions 53/77 D du 4 décembre 1998, 55/33 S du 20 novembre 2000, 57/67 du 22 novembre 2002, 59/73 du 3 décembre 2004, 61/87 du 6 décembre 2006, 63/56 du 2 décembre 2008, 65/70 du 8 décembre 2010 et 67/52 du 3 décembre 2012,

*Rappelant également* les buts et principes énoncés dans la Charte des Nations Unies et la Déclaration relative aux principes du droit international touchant les relations amicales et la coopération entre les États conformément à la Charte des Nations Unies<sup>1</sup>,

*Ayant à l'esprit* sa résolution 49/31 du 9 décembre 1994 relative à la protection et à la sécurité des petits États,

*Partant* du fait que le statut d'État exempt d'armes nucléaires est l'un des moyens d'assurer la sécurité nationale des États,

*Convaincue* que le statut internationalement reconnu de la Mongolie aide à renforcer la stabilité et la confiance dans la région et promeut la sécurité de la Mongolie en consolidant l'indépendance, la souveraineté et l'intégrité territoriale du pays, l'inviolabilité de ses frontières et la préservation de son équilibre écologique,

<sup>1</sup> Résolution 2625 (XXV), annexe.



*Se félicitant* de la déclaration qu'a faite la Mongolie le 17 septembre 2012 concernant son statut d'État exempt d'armes nucléaires<sup>2</sup>,

*Se félicitant également* de la déclaration commune qu'ont faite les cinq États dotés d'armes nucléaires le 17 septembre 2012 sur le statut d'État exempt d'armes nucléaires de la Mongolie<sup>3</sup>,

*Notant* que les déclarations susmentionnées ont été communiquées au Conseil de sécurité,

*Saluant*, en tant que mesure concrète visant à promouvoir les objectifs de la non-prolifération nucléaire, l'adoption par le Parlement mongol d'une loi définissant et régissant le statut d'État exempt d'armes nucléaires de la Mongolie<sup>4</sup>,

*Ayant à l'esprit* la déclaration commune des cinq États dotés d'armes nucléaires sur les garanties de sécurité données à la Mongolie en raison de son statut d'État exempt d'armes nucléaires<sup>5</sup>, en tant que contribution à la mise en œuvre de la résolution 53/77 D, de même que leur volonté de coopérer avec la Mongolie pour appliquer cette résolution, conformément aux principes énoncés dans la Charte,

*Consciente* que les participants à la treizième Conférence au sommet des chefs d'État et de gouvernement des pays non alignés, tenue à Kuala Lumpur les 24 et 25 février 2003<sup>6</sup>, à la quatorzième Conférence, tenue à La Havane les 15 et 16 septembre 2006<sup>7</sup>, à la quinzième Conférence au sommet, tenue à Charm el-Cheikh (Égypte) du 11 au 16 juillet 2009<sup>8</sup>, et à la seizième Conférence, tenue à Téhéran du 26 au 31 août 2012<sup>9</sup>, et les ministres à la quinzième Conférence ministérielle du Mouvement des pays non alignés, tenue à Téhéran les 29 et 30 juillet 2008<sup>10</sup>, à la seizième Conférence ministérielle et Réunion commémorative du Mouvement des pays non alignés, tenue à Bali (Indonésie) du 23 au 27 mai 2011, et à la dix-septième Conférence ministérielle, tenue à Alger du 26 au 29 mai 2014, ont exprimé leur appui au statut d'État exempt d'armes nucléaires de la Mongolie,

*Notant* que les États parties aux traités de Tlatelolco<sup>11</sup>, de Rarotonga<sup>12</sup>, de Bangkok<sup>13</sup> et de Pelindaba<sup>14</sup> et les États signataires ont déclaré reconnaître et soutenir sans réserve le statut international de la Mongolie en tant que pays exempt d'armes nucléaires lors de la première Conférence des États parties aux traités portant création de zones exemptes d'armes nucléaires et des États signataires, qui s'est tenue à Tlatelolco (Mexique) du 26 au 28 avril 2005<sup>15</sup>,

<sup>2</sup> A/67/517-S/2012/760, annexe.

<sup>3</sup> A/67/393-S/2012/721, annexe.

<sup>4</sup> Voir A/55/56-S/2000/160.

<sup>5</sup> A/55/530-S/2000/1052, annexe.

<sup>6</sup> Voir A/57/759-S/2003/332, annexe I.

<sup>7</sup> Voir A/61/472-S/2006/780, annexe I.

<sup>8</sup> Voir A/63/965-S/2009/514, annexe.

<sup>9</sup> Voir A/67/506-S/2012/752, annexe I.

<sup>10</sup> Voir A/62/929, annexe I.

<sup>11</sup> Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 634, n° 9068.

<sup>12</sup> *Annuaire des Nations Unies sur le désarmement*, vol. 10 : 1985 (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.86.IX.7), appendice VII.

<sup>13</sup> Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 1981, n° 33873.

<sup>14</sup> A/50/426, annexe.

<sup>15</sup> Voir A/60/121, annexe III.

*Notant également* que les États parties aux traités de Tlatelolco, de Rarotonga, de Bangkok et de Pelindaba et au Traité portant création d'une zone exempte d'armes nucléaires en Asie centrale, ainsi que les États signataires, ont appuyé la politique de la Mongolie à la deuxième Conférence des États parties aux traités portant création de zones exemptes d'armes nucléaires, des États signataires et de la Mongolie, qui s'est tenue à New York le 30 avril 2010,

*Prenant note* des autres mesures prises pour appliquer sa résolution 67/52 aux niveaux national et international,

*Se félicitant* du rôle actif et concret joué par la Mongolie pour ce qui est d'établir des relations pacifiques, amicales et mutuellement avantageuses avec les États de la région et d'autres États,

*Ayant examiné* le rapport du Secrétaire général<sup>16</sup>,

1. *Prend acte* du rapport du Secrétaire général<sup>16</sup>;
2. *Exprime sa gratitude* au Secrétaire général pour les efforts qu'il a menés afin d'assurer l'application de sa résolution 67/52<sup>17</sup>;
3. *Salue*, en tant que mesure concrète visant à promouvoir le désarmement et la non-prolifération nucléaires et à accroître la confiance et la prévisibilité dans la région, les déclarations faites le 17 septembre 2012 par la Mongolie<sup>2</sup> et par les cinq États dotés d'armes nucléaires<sup>3</sup> au sujet du statut d'État exempt d'armes nucléaires de la Mongolie;
4. *Accueille favorablement et appuie* les mesures prises par la Mongolie pour consolider et renforcer ce statut;
5. *Approuve et appuie* les relations équilibrées et de bon voisinage que la Mongolie entretient avec ses voisins et qui constituent un élément important du renforcement de la paix, de la sécurité et de la stabilité dans la région;
6. *Se félicite* des efforts déployés par les États Membres pour coopérer avec la Mongolie en vue d'appliquer la résolution 67/52, ainsi que des progrès accomplis dans la consolidation de la sécurité internationale de la Mongolie;
7. *Invite* les États Membres à continuer d'aider la Mongolie à prendre les mesures nécessaires pour consolider et renforcer son indépendance, sa souveraineté et son intégrité territoriale, l'inviolabilité de ses frontières, l'indépendance de sa politique étrangère, sa sécurité économique, son équilibre écologique et son statut d'État exempt d'armes nucléaires;
8. *Demande* aux États Membres de la région de l'Asie et du Pacifique d'appuyer les efforts menés par la Mongolie pour adhérer aux arrangements régionaux appropriés touchant la sécurité et l'économie;
9. *Prie* le Secrétaire général et les organes compétents de l'Organisation des Nations Unies de continuer à apporter l'aide voulue à la Mongolie pour lui permettre de prendre les mesures nécessaires visées au paragraphe 7 de la présente résolution;
10. *Prie* le Secrétaire général de lui présenter, à sa soixante et onzième session, un rapport sur l'application de la présente résolution;

<sup>16</sup> A/69/140.

<sup>17</sup> Ibid., sect. III.

11. *Décide* d'inscrire à l'ordre du jour provisoire de sa soixante et onzième session, au titre de la question intitulée « Désarmement général et complet », la question intitulée « Sécurité internationale et statut d'État exempt d'armes nucléaires de la Mongolie ».

---